



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP N° PA-25011

MARCHE DE SERVICES

PRESTATION D’AFFRANCHISSEMENT PAR MASSIFICATION

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L2123-1, R2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique

Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

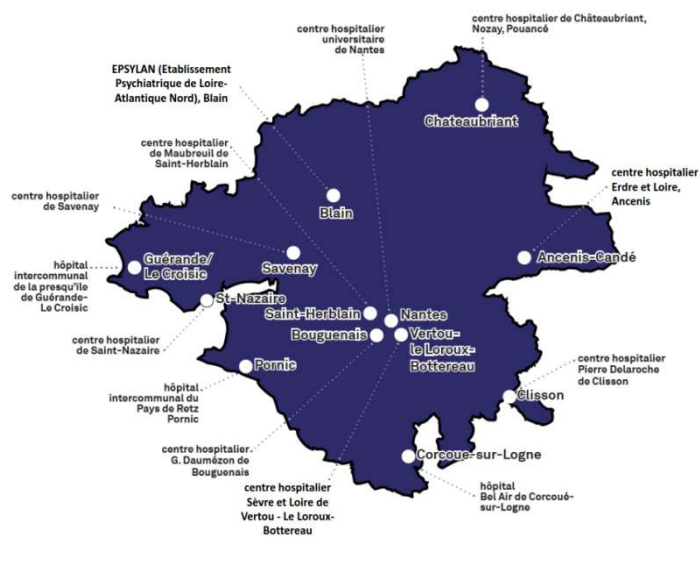
Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



I. Objet - allotissement et forme du marché

1. Objet

La présente consultation a pour objet une prestation de collecte et affranchissement par massification du courrier et remise à un site postal pour le CHU de Nantes et le CH de Saint-Nazaire.

2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

3. Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire.

II. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification au titulaire. Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période d'un an. La durée totale du marché ne pourra excéder 4 années, période(s) de reconduction éventuelle(s) comprise(s). Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le CHU se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance du marché.

III. Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant
 - Annexe 1 : Bordereau des prix
 - Annexe 2 : DQE
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n° PA 25011) et son annexe « renseignement facturation » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n° PA 25011) et ses annexes ;
 - Annexe 1 au CCTP : Reporting mensuel global
 - Annexe 2 au CCTP : reporting mensuel détaillé
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G.--F.C.S); arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse dûment complété)

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché public ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

IV. Modalités et conditions d'exécution de la prestation

L'établissement n'émettra pas de bon de commande, le paiement s'effectuera à réception des factures du titulaire (à terme échu).

Dès la notification du marché public, le titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer l'exécution des prestations du présent marché public. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur privilégié des établissements pendant toute la durée du marché public : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le titulaire en avise sans délai l'établissement et indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable

V. Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 22 et 23.2 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Des rencontres pourront être mises en place si nécessaire, à la demande de l'une ou l'autre des parties, afin d'établir un bilan de l'activité réalisée et des actions à venir.

VI. Prix

1. Forme des prix

Les prix de référence de la prestation seront les prix unitaires nets hors taxes fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire (BPU).

1.1. Prestation de collecte, tri transport et remise à la poste

Le prestataire se rémunère par application mensuelle d'un pourcentage aux économies d'affranchissement qu'il fait réaliser aux établissements du GHT44. Le pourcentage de rémunération est appliqué à la différence obtenue entre les tarifs généraux de référence ECOPLI (tarifs généraux LA POSTE en vigueur au jour de la prestation de massification) et les tarifs obtenus par le prestataire suite à la massification.

Ce pourcentage de rémunération est précisé en annexe I à l'AE (BPU).

Le titulaire devra alors présenter un reporting mensuel afin de présenter les gains réalisés sur lesquels seront appliqués le pourcentage de prestation - reporting détaillé annexe 2 au CTPP.

1.2. Transport

Le coût du transport est inclus dans le pourcentage de prestation proposé.

1.3. Affranchissement

La partie affranchissement sera une refacturation exacte des tarifs en vigueur de La Poste à la date de l'affranchissement.

2. Contenu des prix

En application de l'article 10.1.3. du C.C.A.G.- F.C.S., les prix de règlement sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les frais de restauration et d'hébergement du personnel.

En outre, les prix de la partie prestations sont réputés comprendre l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation de la prestation, notamment :

- L'ensemble des frais de collectes, tri, opérations d'affranchissement et de dépôts en Poste des envois par les moyens utilisés par le titulaire (véhicules, etc..),
- Les frais de personnel

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions du CCTP, pour justifier une demande de supplément.

3. Révision

Ce taux de prestation sera réputé ferme pour la durée du marché.

Pour la refacturation des tarifs postaux, ce sont les tarifs de La Poste en vigueur à la date de la prestation qui s'appliqueront.

VII. Modalités de paiement et de facturation électronique

➤ Modalités de règlement :

La partie affranchissement fera l'objet d'une refacturation exacte des tarifs en vigueur de La Poste à la date de l'affranchissement. La facturation se fera tous les 15 jours.

Les prestations de collecte, tri, transport et remise à la poste feront l'objet d'une facturation mensuelle.

➤ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie : Annexe 1 au CCAP recueils informations des EPS parties.

Les paramétrages de chaque établissement pour la bonne intégration des factures seront précisés par une mise au point lors des réunions de lancement / cadrage qui auront lieu avec chaque établissement.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service Hotelier_1 OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

VIII. Pénalités

En cas d'absence de collecte des plis sans justification valable notifiée le jour même par écrit (grève, accident, intempéries, ...) une pénalité de 250 € par passage non assuré sera appliquée.

En cas de retard dans la fourniture des éléments de reporting, une pénalité de 100 € par jour de retard et par document sera appliquée. Le retard s'entend par la non-remise des documents après un délai de 15 jours suivant la fin de chaque mois.

IX. Assurance et responsabilité

Le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement concerné (biens et personnes).

Avant tout commencement d'exécution de la prestation et dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché public, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité conformément aux dispositions de l'article 9 C.C.A.G.-F.C.S.

X. Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

XI. Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen

et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Dans le cadre du présent marché, le titulaire du marché s'engage à ne pas conserver et/ou enregistrer les noms et adresses des destinataires des plis collectés.

XII. Avance

Non applicable dans le cadre du présent marché.

XIII. Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

XIV. Reporting

1. Le titulaire fournira les reporting quotidiens et mensuels sous format excel au service courrier des établissements et au service achats du GHT44.
2. Au terme de chaque année civile et au plus tard le 15 du mois suivant, le Titulaire devra fournir un relevé des commandes réalisées par établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ces relevés comporteront a minima les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, poids, département, toute France, montant facturé HT.

À la demande du CHU de Nantes, les informations de ce reporting pourront être complétées et/ou modifiées.

Ce reporting devra être transmis sous format fichier Excel suivant le modèle annexe 1 au CCTP.

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article VIII.

XV. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché public à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 et 39 du C.C.A.G.-F.C.S.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le CHU de Nantes se réserve le droit de faire exécuter les prestations auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Le CHU de Nantes peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit au versement d'une indemnité..

Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché public, le CHU de Nantes se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

XVI. Dérogations au CCAG-FCS

Articles du présent CACP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article III	Article 4 (Pièces contractuelles)
Article IX	Article 14 (Pénalités)